

# SOMMAIRE

## FRONTIÈRES

Le nouveau caractère des mouvements sociaux en Amérique Latine par Francisco Zapata . . . . .	4
Paysanneries et politique : La question de l'organisation par Roberto Santana. . .	14

## DOSSIER

### «POUVOIRS ET TERRITOIRES EN AMÉRIQUE LATINE»

Introduction par Jean Revel-Mouroz . . . . .	27
Bourgeoisies locales, pouvoir et espace en Amérique Latine par Noëlle Demyck . . . . .	33
Luttes indiennes et pratiques autogestionnaires au Pérou, en Colombie et en Équateur par Christian Gros . . . . .	42
Pouvoir syndical dans une enclave industrielle. Le cas du Monclova (Coahuila) Mexique par Gilles Fourt . . . . .	53
Modernisation et pouvoir local au Brésil par Martine Droulers, Ana-Maria Galano, Hélène Rivière d'Arc, Hervé Théry . . . . .	65
Luttes et résistances. Problématique, aires et périodes par Yvon Le Bot . . . . .	78
Pouvoir et contre-pouvoir dans l'isthme de Tehuantepec (Mexique) par Hélène Rivière d'Arc, Marie-France Prévôt-Schapira . . . . .	86

## INFORMATION SCIENTIFIQUE ET COOPÉRATION

Sommaire détaillé de la rubrique . . . . .	96
Les institutions de recherche et l'Amérique Latine. . . . .	97
Manifestations scientifiques. . . . .	105
Dialogues. . . . .	111
Lectures . . . . .	120

© Cahiers des Amériques Latines et les auteurs - 1985

publié avec le concours du CNRS, de l'Université PARIS III,  
du Ministère de la Recherche et de la Technologie

# FRONTIERES

LE NOUVEAU CARACTERE DES MOUVEMENTS  
SOCIAUX EN AMÉRIQUE LATINE

*par Francisco Zapata*

PAYSANNERIES ET POLITIQUE :  
LA QUESTION DE L'ORGANISATION

*par Roberto Santana*

## **LE NOUVEAU CARACTERE DES MOUVEMENTS SOCIAUX EN AMERIQUE LATINE**

Francisco Zapata \*

L'Amérique Latine est une région où les luttes sociales ont été et demeurent fréquentes, abondantes et idéologisées. Elles renvoient fréquemment à un acteur social central : paysans, ouvriers, étudiants, classes moyennes. Elles apparaissent comme l'une des caractéristiques essentielles de la vie sociale.

Les décennies qui ont suivi la seconde guerre mondiale ont vu se produire des mouvements de masse — tel le péronisme — exemplaires du point de vue de la présence d'un acteur central. Dans des cas comme la Révolution cubaine ou les mouvements de guérilla au Vénézuéla, au Pérou et en Colombie, la mobilisation ne s'est pas limitée au cadre politico-institutionnel ; elle a également pris des formes militaires. Par ailleurs, une contestation de type nouveau est apparue, aussi éloignée de l'action violente que de l'incorporation au système politique, se plaçant en dehors de ces deux sphères et défendant l'autonomie de décision des acteurs. L'intensification de la mobilisation sociale lors des dernières décennies a donné lieu à des formes multiples, différentes des formes habituelles aux époques précédentes et de moins en moins homogènes.

Comparées à celles de la période 1930-1960, les luttes sociales actuelles ne se réduisent pas à un effort d'incorporation dans le système politique. Leurs objectifs se situent soit au-delà, comme dans le cas des guérillas, soit en deçà, dans le cas de mouvements locaux, limités à des demandes spécifiques. Les implications politiques se sont, elles aussi, modifiées à partir du triomphe de la Révolution cubaine en 1959 et du coup d'État brésilien en 1964.

### **ESQUISSE METHODOLOGIQUE**

#### ***Trois formes***

En termes généraux, la distinction entre les formes armée, institutionnelle et non institutionnelle de la mobilisation sociale, est un instrument de classification utile pour mettre en rapport le mouvement so-

\* El Colegio de Mexico, Professeur invité à l'IHEAL en 1983-1984.

cial, inscrit dans la société civile, avec le système politique, au sein duquel l'État joue un rôle fondamental. *La forme armée* est celle où des processus violents, souvent associés à des guerres civiles, adoptent une logique militaire comme leur principe actif, y subordonnant les objectifs politiques. Elle doit être souvent resituée dans la confrontation Est-Ouest, laquelle définit ses dimensions idéologiques même si les mouvements ne sont pas nécessairement orientés par une orthodoxie de type marxiste. *La forme institutionnelle* est caractéristique de ce que nous pourrions appeler des mouvements d'opposition articulés avec des partis politiques, surtout dans les pays à régime militaire. *La forme non institutionnelle* se place à l'extérieur du système politique et lutte pour l'établissement ou le rétablissement de la démocratie à la base. Son principe central est l'absence de référence aux partis politiques et une identification très étroite avec des groupes particuliers : paysans, habitants des bidonvilles, ouvriers...

### *Deux contextes*

Un contexte étatique est celui où la domination de l'État sur les manifestations sociales parvient à limiter, à tel point, leur marge d'autonomie qu'il leur est impossible de ne pas s'y référer. Dans ce cadre, les mouvements sociaux reposent sur des alliances orientées par un projet dont la mise en place dépend en grande partie de l'État : l'industrialisation, la justice sociale, le socialisme. L'État assume en général l'articulation des différents groupes intéressés à la réalisation du projet. Il peut y avoir, au sein de l'alliance, une hiérarchie, des dominants et des dominés, mais les divers acteurs font en sorte que cette inégalité ne mette pas en question la raison d'être de leur union.

Dans la mesure où le déséquilibre politique n'est pas privilégié, cette alliance est capable de produire des résultats pratiques, économiques et sociaux, valorisés par chacun des groupes. La mobilisation qui s'opère dans ce cadre suit des voies légales lorsqu'il s'agit de la forme institutionnelle et les ignore lorsqu'il s'agit des formes armées et non institutionnelle. Les différences, les accords et les tensions entre les parties sont gérées par des agences étatiques. Ainsi, par exemple, dans ce contexte, les grèves peuvent se produire sans mettre en question l'ordre légal. C'est ce qu'on a appelé l'institutionnalisation des conflits. L'État unifie l'action sociale et ne tolère pas les mobilisations qui ne passent pas par les instances politiques sous sa tutelle. Du point de vue historique, c'est l'alliance populiste, articulée autour d'un projet industrialisateur qui incarne le mieux le type de mobilisation caractéristique de ce contexte.

Quand l'État n'est pas capable d'articuler les acteurs sociaux et quand l'autonomie des mouvements est élevée, il n'y a plus d'accord autour d'un projet, mais des revendications particulières, difficiles à satisfaire en l'absence du soutien organisationnel et politique de l'État : la possi-

bilité pour ces mouvements d'obtenir des bénéfices pour leurs membres est réduite. Il s'agit de formes de mobilisation capables d'organiser des secteurs de la population mais incapables de réaliser des objectifs concrets. Du point de vue historique, l'évolution récente de la mobilisation paysanne et syndicale dans des pays comme le Brésil ou le Mexique illustre bien ce type de contexte.

### *Trois dimensions*

En croisant trois dimensions des mouvements sociaux — le type de direction, la composition sociale et les composantes idéologiques — avec le cadre de référence étatique ou non-étatique, on obtient une classification comme celle présentée dans le tableau ci-joint. Ces trois dimensions, qui concernent les acteurs politiques (direction), les acteurs sociaux (composition) et leur conscience (idéologie), permettent d'identifier, sur la base de cas concrets, les nouvelles caractéristiques de la mobilisation sociale en Amérique Latine. Pour ce faire, nous analyserons successivement les cas du Nicaragua, du Chili et du Mexique. Nous ne traiterons que de mouvements qui, se présentant dans un contexte non étatique, reflètent le mieux la nouvelle situation à laquelle nous voulons nous référer.

## **LES MOUVEMENTS SOCIAUX DANS UN CONTEXTE D'INTERVENTION ÉTATIQUE FAIBLE**

### *Nicaragua*

On peut définir le régime révolutionnaire au Nicaragua comme le résultat de la victoire d'un mouvement de guérilla sur une dictature. Des militaires (guérilleros) assurent à la fois la direction de l'action armée et la direction politique et idéologique. Un mouvement armé a une direction claire. Les problèmes surgissent au niveau de l'analyse de la composition sociale du mouvement. L'appui à la révolution nicaraguayenne provient essentiellement des petits propriétaires paysans et des secteurs urbains non propriétaires : chômeurs, employés, prêtres, lycéens, etc...

L'hétérogénéité de cette base sociale est un symptôme de la force mais aussi de la faiblesse du mouvement. De la force, dans la mesure où il en appelle à la conscience nationale ; de la faiblesse, parce qu'il ne peut pas définir des objectifs qui garantissent la cohésion de sa base sociale, au-delà de la lutte contre la dictature. Cet amalgame composite d'acteurs sociaux pose des problèmes sérieux pour l'articulation d'une alliance politique capable de gouverner le pays et d'assurer une légitimité suffisante pour ses initiatives.

E  
T  
A  
T  
I  
Q  
U  
E  
  
 T  
Y  
P  
E  
  
 D  
E  
  
 C  
O  
N  
T  
E  
X  
T  
E  
  
 É  
T  
A  
T  
I  
Q  
U  
E

FORME	DIRECTION	COMPOSITION SOCIALE	COMPOSANTES IDÉOLOGIQUES
ARMÉE	Mouvement de Guérilla	Intellectuels	Projet marxiste démarqué de celui des partis communistes
INSTITUTIONNELLE	Parti des classes moyennes et des classes paysannes et ouvrières	Ouvriers industriels - salariés agricoles	Projet marxiste défini en accord avec la stratégie des PC et les schémas populistes
NON-INSTITUTIONNELLE	Mouvement de base	Habitants des bidonvilles, paysans sans terre...	Identité, pain, terre, logement...
ARMÉE	Armée révolutionnaire	Chômeurs, étudiants, classes moyennes	Démocratie populaire
INSTITUTIONNELLE	Partis dissidents des classes moyennes et de la classe ouvrière	Classes moyennes, intellectuels	Démocratie libérale
NON-INSTITUTIONNELLE	Direction spontanée : dirigeants de base, religieux, cadres, intellectuels	Habitants des bidonvilles, indiens, paysans, ouvriers non qualifiés	Identité ethnique, démocratie syndicale, droit au travail, à l'expression écrite à la parole

Il n'est pas facile d'harmoniser les revendications des différents groupes qui ont appuyé le mouvement révolutionnaire. Dans les faits, tout se passe comme si les questions fondamentales avaient été délibérément reléguées au second plan. La raison en est l'absence d'un acteur social central.

L'expérience nicaraguayenne contredit les thèses sociologiques qui conditionnent le succès des mouvements à l'homogénéité de leur composition sociale. La révolution sandiniste, comme la révolution cubaine, contredit aussi l'idée selon laquelle, en Amérique Latine, toute mobilisation sociale s'inscrit nécessairement dans une logique étatique. Le triomphe de ces deux mouvements met en question le principe selon lequel la vie politique latino-américaine passe nécessairement par l'État.

Pour ce qui est des composantes idéologiques du sandinisme, une conclusion similaire s'impose. Malgré les références nombreuses de la direction révolutionnaire aux principes léninistes, il ne semble pas que

celles-ci correspondent à une analyse concrète de la société nicaraguayenne. Dans une bonne mesure, le projet du FSLN au pouvoir est plus proche des catégories du socialisme réel de l'Europe de l'Est que d'une définition spécifique de l'avenir du Nicaragua. L'ambiguïté qui en résulte explique à la fois les difficultés à mettre au point une stratégie à long terme et les problèmes conjoncturels rencontrés par le gouvernement sandiniste depuis 1979. La pression contre-révolutionnaire, exercée de manière systématique à partir de 1982, aggrave encore ces problèmes et renforce le sectarisme idéologique de certains dirigeants de la Révolution. Elle explique aussi les erreurs commises sur la côte atlantique et la rhétorique qui caractérise, par exemple, la politique éducative.

### *Le Chili*

Les événements du Chili après mars 1983 sont l'expression d'un mouvement social où les acteurs, les projets et les situations se combinent différemment de ce qui se passait lorsque le régime militaire était tout puissant. Une évolution progressive a fait apparaître des espaces dans lesquels l'État militaire est moins présent et dans lesquels des acteurs sociaux ont pu développer des initiatives inconcevables jusqu'à ces derniers temps.

Ce qui a eu lieu en 1983 illustre l'apparition d'un mouvement qui n'est pas seulement l'expression d'une alliance politique articulant et représentant des intérêts de partis ou d'organisations politiques. Le caractère de cette mobilisation est mieux traduit en termes de «front» composé d'acteurs appartenant à des organisations sociales très diverses. Elle est plus le résultat de l'échec de la stratégie économique des Chicago Boys qu'elle ne répond à un projet autonome de confrontation avec le régime de Pinochet. Sa dynamique doit être analysée à partir de la différenciation entre acteurs sociaux et acteurs politiques, difficilement séparables dix ans auparavant. Sous ce point de vue, le mouvement chilien se présente donc comme un front dirigé par une pluralité d'acteurs placés en des lieux très distincts de la société.

En ce qui concerne sa composition sociale, c'est le «peuple», plus que les partis politiques, qui a réagi aux scandales financiers, au chômage, aux banqueroutes, à la privatisation des services d'éducation et de santé, aux salaires de famine des ouvriers embauchés dans des emplois d'urgence. S'il n'y avait pas eu les «journées nationales de protestation», sur proposition initiale des mineurs du cuivre et de quelques secteurs des classes moyennes, les partis politiques ne se seraient pas manifestés. En outre, l'Église et les paroisses se sont substituées aux bureaux des partis comme lieux de réunion des habitants des quartiers populaires et comme centres d'animation de la vie sociale, ce qui est une illustration concrète de la différenciation entre acteurs sociaux et acteurs

politiques. Le mouvement chilien est au moins aussi hétérogène que le mouvement sandiniste, avec la différence qu'au Chili les partis avaient joué un rôle très important dans l'articulation des acteurs sociaux et qu'ils éprouvent de grandes difficultés à le faire aujourd'hui. Le résultat est le même : une segmentation très grande des revendications, l'absence d'un projet intégrateur. Cela a permis au régime militaire d'appliquer avec succès la formule «diviser pour régner», au moins jusqu'à présent.

Il reste que, même si la direction et la composition sociale du mouvement chilien actuel manifestent une certaine originalité par rapport au passé, c'est dans les composantes idéologiques que l'on distingue le plus clairement les éléments nouveaux. Les revendications démocratiques — levée des mesures répressives, fin de la dictature et reformulation du système institutionnel — ont remplacé les revendications traditionnelles relatives à la distribution du revenu et aux bénéfices sociaux. La démocratisation est supposée résoudre à la fois les problèmes économiques et les problèmes politiques. Elle est présentée comme la constitution ou la reconstitution d'un consensus autour d'une culture, autour de valeurs qui dépassent les intérêts des classes sociales.

Signalons enfin qu'au Chili les nouvelles formes de mobilisation sociale se manifestent par l'apparition d'acteurs qui refusent de jouer le rôle des relais des partis politiques traditionnels et de devenir les porte-parole d'un projet où la démocratisation remplace l'industrialisation et le développement comme fondement de l'articulation entre les groupes sociaux.

### *Mexique*

Si l'importance des mouvements sociaux qui naissent et se développent en dehors de l'intervention de l'État au Mexique ne doit pas être surestimée, leur nouveauté fait leur intérêt.

La mobilisation des ouvriers syndiqués des secteurs de l'automobile, de la sidérurgie et du téléphone a donné lieu à un processus de transformation du fonctionnement du syndicalisme. Sans mettre en question le contrôle exercé par les syndicats nationaux ni contester radicalement le système politique, ces salariés ont cherché à transformer les conditions dans lesquelles le contrôle est réalisé. Il s'agit fréquemment de mettre en pratique des normes déjà acquises dans la législation du travail, dans les conventions collectives ou dans les statuts des syndicats.

Les rapports entre les dirigeants et la base sont ainsi modifiés dans le sens d'un renouvellement des directions et d'une augmentation de la participation des travailleurs à la vie syndicale. Il s'agit aussi de négocier des questions importantes sans passer par l'intermédiaire de leaders intéressés seulement à manipuler des travailleurs pour servir leurs pro-



pres intérêts. Cet effort de démocratisation n'implique pas nécessairement la politisation de la vie syndicale.

Au contraire, l'expérience des grands échecs des années 1947-1948 et 1958-1959 a enseigné au mouvement syndical qu'il a tout à gagner à se donner des objectifs dont la légalité ne peut être mise en cause par l'État. Il ne s'agit pas de mettre sur pied de nouvelles structures syndicales mais de faire fonctionner celles qui existent. En ce sens, l'action des ouvriers de l'automobile, de la sidérurgie et du téléphone ne coïncide pas nécessairement avec la logique de l'opposition politique. La gauche, en particulier, a beaucoup de difficulté à obtenir l'adhésion des ouvriers d'industrie à son projet politique. Le vote de ces derniers est plus souvent favorable au parti officiel qu'aux organisations de l'opposition.

Les mouvements sont essentiellement défensifs dans la mesure où ils cherchent la consolidation d'un espace : *urbain* dans le cas des habitants des quartiers populaires ; *rural* dans le cas des paysans qui défendent leur terre face à la spéculation et contre les ennemis de la réforme agraire ; *culturel* dans le cas des indigènes qui essaient de maintenir leur identité contre les initiatives d'intégration éducative obligatoire. A toutes ces revendications, l'État répond d'une manière beaucoup plus brutale qu'à celles des ouvriers syndiqués parce que les habitants des quartiers populaires, les paysans et les minorités ethniques constituent des groupes qui ne sont pas encore solidement arimés au système institutionnel. L'État perçoit leur action comme plus dangereuse parce qu'elle met en cause l'équilibre politique et l'hégémonie de la famille révolutionnaire. Cependant, malgré la répression et souvent contre elle, l'espace politique disponible pour ce type de mouvement s'est élargi. A une étape dont on peut situer le début en 1970 avec ce qu'on a appelé « l'ouverture politique », les possibilités d'action dans cette perspective se sont accrues au niveau local, l'État ne jugeant pas nécessaire d'intervenir. Il n'a même pas cherché à récupérer ces mouvements pour sa propre ligne politique.

Plus récemment (depuis 1977, date de la mise en route de la réforme politique), on assiste à la fois à une répression plus intense à la base et à l'augmentation du nombre des députés de gauche et de droite au Parlement. La mobilisation sociale ne s'est pas arrêtée pour cela. Elle s'est au contraire approfondie dans la recherche de l'autonomie face à l'État et dans son effort pour ouvrir de nouveaux espaces politiques.

Cela a conduit l'État à se fermer de nouveau, mais la situation n'est plus du tout la même dans la mesure où les mouvements ont utilisé la période d'ouverture (approximativement la période 1970-1981) pour se consolider.

L'articulation verticale des acteurs sociaux à l'État, caractéristique d'une longue période de l'histoire post-révolutionnaire, a commencé à se modifier. Les manifestations de la société civile dans les usines, dans

certaines villes et à la campagne laissent augurer des possibilités de démocratisation d'un système dont les fondements ne sont pas remis en question.

### DES STRATÉGIES DÉFENSIVES

Comment conclure cette réflexion sur le nouveau caractère des mouvements sociaux en Amérique Latine ? Est-il possible de dégager des formules générales, utiles à la définition d'une problématique de recherche ?

En premier lieu, la présence d'un acteur social central, animant la mobilisation, perd l'importance qu'elle avait lorsque les ouvriers, les paysans et les habitants des quartiers populaires pouvaient définir des stratégies basées sur des intérêts correspondant à leur position dans la structure sociale et dans l'économie.

Dans les années récentes, sans que ces catégories aient disparu de la scène, leur action s'est vue consolidée (à moins qu'elle n'ait été affaiblie ?) par celle d'employés, de chômeurs, de cadres, de petits entrepreneurs, de commerçants, à la recherche d'alliés qui les aident à concrétiser des demandes très spécifiques. Les syndicats ouvriers ou paysans ne jouent plus le rôle d'animation et de direction de la mobilisation sociale. Et encore moins les partis politiques qui ont perdu la capacité d'en définir les objectifs et qui, progressivement, deviennent prisonniers des revendications populaires formulées avec détermination par des acteurs sociaux particuliers.

En second lieu, dans les années récentes, la mobilisation sociale est étroitement liée à des questions conjoncturelles visant au dépassement de la crise, à l'augmentation des salaires, à l'expansion des investissements ou à la récupération des services sociaux (éducation et santé). Cela explique le caractère défensif des mouvements ainsi que le fait qu'ils représentent des catégories directement affectées par la crise. Les revendications relatives à la mobilité sociale, à la généralisation de la sécurité sociale, de la syndicalisation ou du droit de vote font place à des revendications propres à chaque groupe et il n'est pas facile de formuler un projet global au sein duquel toutes les catégories sociales trouvent une place. La situation empêche une articulation entre les intérêts spécifiques des différents groupes ainsi que l'émergence de mouvements sociaux puissants.

Enfin, et contrairement à ce que prétend une certaine analyse orthodoxe des mouvements sociaux, ceux-ci ne sont plus porteurs d'un projet alternatif général de type économique, social ou politique. Même si des efforts importants ont été réalisés pour tenter d'élaborer de tels projets (un des exemples les plus nets étant *le projet alternatif* de la Démocratie chrétienne au Chili), ceux qui sont proposés conservent un caractère abstrait et ne prennent pas en compte les restrictions qui interdisent de les mener à bien.

Ces trois caractéristiques de la mobilisation sociale en Amérique Latine aujourd'hui conduisent à séparer les éléments économiques et politiques qui, il y a dix, vingt ou trente ans, étaient étroitement liés au sein du «projet industrialisateur» associant les ouvriers, les entrepreneurs et l'État. La recherche d'une démocratisation des institutions politiques dans des conditions de crise économique renvoie plus au désir de sortir de cette crise qu'à une stratégie orientée vers l'avenir. Les stratégies défensives se substituent aux projets. Une telle conjoncture suscite aussi les interrogations suivantes : comment concilier un consensus social à partir de modes contradictoires d'exercice du pouvoir ? Comment donner une unité à la société quand la distance ne fait que s'agrandir entre générations, entre visées politiques et idéologiques, entre ceux qui ont connu de longues années d'exil et ceux qui ont vécu tout le processus à l'intérieur des frontières nationales ?

## RÉSUMÉ

Francisco Zapata : «Le nouveau caractère des mouvements sociaux en Amérique latine».

Réflexion sur le nouveau caractère des mouvements sociaux en Amérique latine (Nicaragua, Chili, Mexique) fondée sur une analyse de la mobilisation sociale dans cette région, qui tend à isoler les éléments économiques et politiques autrefois liés au sein du «projet industrialisateur» associant les ouvriers, les entrepreneurs et l'État.

La recherche d'une démocratisation des institutions politiques dans des conditions de crise économique est plus une tentative pour sortir de la crise qu'une stratégie orientée vers l'avenir.

Francisco Zapata : «El nuevo caracter de los movimientos sociales en America latina».

Reflexion respecto al nuevo caracter de los movimientos sociales en América latina (Nicaragua, Chile, México) fundada en un analisis de la mobilizacion social en esta region que tiende a separar los elementos economicos de los politicos, antano entremezclados en el seno del «proyecto industrializador», el cual asociaba obreros, empresarios y estado.

La busqueda de una democratizacion de las instituciones politicas en condiciones de crisis económica, resulta mas bien ser una tentativa para salir de la crisis que una estrategia orientada hacia el porvenir.

Francisco Zapata : «The new character of social movements in Latin America».

Study on the new character of social movements in Latin America (Nicaragua, Chile, Mexico) based on the analysis of social mobilisation in that region, which tends to isolate economic and political elements formerly connected to the «industrialization project» bringing together workers, contractors and the state.

The search for democratization of political institutions in conditions of economic crisis is rather an attempt to emerge from the crisis than a strategy orientated towards the future.

Francisco Zapata : «o novo carater dos movimentos sociais na América Latina».

Reflexão sobre o novo carater dos movimentos sociais na América Latina (Nicaragua, Chile, México) baseada em uma análise da mobilização social nesta região, que tende a isolar os elementos económicos e políticos outrora ligados no interior do «projeto industrializante», associando operários, empresários e Estado.

A busca de uma democratização das instituições políticas nas condições de crise económica é muito mais uma tentativa para sair da crise do que uma estratégia voltada para o futuro.

## ***PAYSANNERIES ET POLITIQUE : LA QUESTION DE L'ORGANISATION***

Roberto Santana\*

L'œuvre d'Eric Wolf concernant les paysanneries en insurrection révolutionnaire semble constituer, bien que paradoxalement, un bon point de départ pour une réflexion sur l'univers, beaucoup plus vaste, de ces paysanneries d'Amérique Latine qui ont parcouru pendant un tiers de siècle, bon gré mal gré, les chemins de l'intégration au système en place.

Dans les exemples du Mexique et de Cuba (Wolf, 1974) ce qui frappe avant tout, c'est un paysannat étonnamment disponible pour le spontanéisme et l'insurrection, susceptibles l'un et l'autre d'être récupérés dans des projets politiques à vocation nationale. Or, dans cette affaire, un élément nous semble essentiel : on est là en présence de paysannats dont le niveau organisationnel, au départ, est traditionnel ou « naturel » selon la formule de Mercier-Vega (1978, p. 124), puisqu'il s'agit de communautés rurales bien ancrées dans leur univers culturel. Ailleurs, la « relation entre la paysannerie et le champ de pouvoir qui l'entoure » semble beaucoup plus nuancée, voire même totalement autre.

Des mobilisations paysannes, parfois très radicalisées, sont apparues sur le continent dès les années 40 et 50 ; si elles ne sont pas développées jusqu'au stade insurrectionnel révolutionnaire, ce n'est pas parce que les paysans ont perdu leur aptitude ancestrale à transformer la domination en violence, mais du fait d'une généralisation dans les campagnes des formes modernes d'encadrement accompagnées, çà et là, de la création d'espaces où les demandes paysannes peuvent être politiquement négociées.

Les organisations modernes (syndicats, associations, comités, coopératives, etc.) jouent un rôle qui, incontestablement, contribue à discipliner « l'anarchisme et la vision apocalyptique du monde », véritable « moteur idéologique » des paysanneries rebelles (Wolf, p. 303), tout en orientant leurs frustrations, leurs résistances et leur violence en fonction du développement et de changements dans la structure traditionnelle du pouvoir rural. La rupture du système est ainsi évitée. Ceci dit, il ne s'agit point de gommer le fait que, par la voie de « l'escalade » dans les demandes ou en raison de la rigide et parfois agressive attitude patrona-

\* Chargé de Recherche au Groupe de Recherche sur l'Amérique Latine (CNRS) Toulouse.

le, les méthodes de ces organisations dérivent, quelquefois, vers la désobéissance civile et même la violence (Huizer, 1974). Exceptionnellement, on voit des fractions importantes du paysannat se radicaliser au point de faire leurs des programmes et des pratiques révolutionnaires (Guatemala, El Salvador).

L'implantation du modernisme organisationnel, déjà fort généralisé dans l'Amérique Latine des années 50 porte très fréquemment l'empreinte des agents venus de l'extérieur, bien qu'il ne s'agisse pas toujours de personnes complètement étrangères aux groupes concernés. Les anciens migrants (ex-ouvriers, ex-mineurs, anciens étudiants, etc.) de retour au pays natal n'agissent pas différemment des étrangers et leur rôle sera toujours celui d'agents de la modernisation organisationnelle, en fonction des liens noués avec les appareils politiques ou institutionnels (Hobsbawn, 1977).

Ces agents extérieurs vont adopter, un peu partout, la logique de l'intégration dans le cadre général de modernisation de la société et de l'État, avec, comme résultat, l'incorporation de vastes conglomerats ruraux au jeu politique national. Les paysans seront appelés à se positionner politiquement et à agir en fonction de la réforme agraire, du développement de la communauté, du développement rural intégré et, plus récemment, des programmes d'autosuffisance alimentaire. Au sein de ces nouvelles articulations le paysannat perd sa disponibilité pour l'insurrection.

Rien de plus tentant que d'imaginer l'évolution de ces dernières décennies selon un scénario où les agents extérieurs déploieraient de gigantesques efforts afin d'éviter les «points de rupture» du jeu social, afin d'écartier le danger de cette «disjonction majeure» dont il est question chez Wolf. A quelques exceptions près, les demandes ou les protestations paysannes ont su s'orienter plutôt vers l'obtention de réformes et chaque fois que les paysans ont voulu aller plus loin, radicalisant leurs positions et méthodes de lutte, cela n'a été rendu possible que par le «débordement» des cadres organisationnels institués.

### *AUX ORIGINES : PARTIS, EGLISE, ÉTAT*

Les premières organisations paysannes modernes doivent leur apparition à une activité politique, généralement marxiste, ou parfois proche du marxisme, et ceci en particulier dans les pays où très tôt émerge un prolétariat minier ou industriel (Chili, Pérou, Bolivie...). On aurait tort de s'étonner d'un tel constat puisque les marxistes latinoaméricains ont toujours rêvé du «potentiel révolutionnaire» du paysannat, qui pour se concrétiser avait besoin d'être orienté stratégiquement et d'être dirigé de l'extérieur.

Il est logique que ces efforts aient privilégié les fractions sociales considérées comme les «plus révolutionnaires», en l'occurrence les travail-

leurs salariés ou tout autre secteur agricole dont la position est le plus assimilable à une condition prolétaire. L'on sait combien dans le passé comme encore aujourd'hui la question du statut du travailleur des campagnes est ambiguë, surtout en ce qui concerne les haciendas, les régions à dominante indigène et les zones à forte précarité foncière. Dans tous les cas cependant les animateurs extérieurs vont privilégier le syndicat agricole, instrument ayant fait ses preuves dans la lutte anti-capitaliste.

Dans l'optique de ce syndicalisme, les autres fractions paysannes — minifundiaires, exploitants familiaux, «comuneros» indigènes, sous-prolétaires, etc. — n'occupent qu'une place secondaire. Très souvent elles font figure de corps étranger au sein des syndicats locaux ou des fédérations de syndicats. Même si, quelquefois, certains marxistes ont souligné l'intérêt du coopérativisme (Mariategui au Pérou, par exemple), ils ont rarement envisagé syndicalisme et coopérativisme comme des mouvements contemporains, convergents ou complémentaires.

Aux origines on trouve également l'activité des anarchistes ainsi que celle des courants populistes faisant l'amalgame d'éléments disparates venus du marxisme et d'une tradition culturelle à connotation indigène (aprisme péruvien notamment). Le modèle organisationnel avancé par ces courants est un syndicalisme qui ne diffère pas de celui de l'orthodoxie marxiste, tout en étant, pour ce qui est de l'anarchisme, plus radical et plus classiste que dans le cas des divers populismes. La similarité des pratiques est telle que, dans le discours, l'APRA préconisait la coopérativisation utopique de toute la société alors même que sa pratique portait sur le syndicalisme agraire (Santana, 1979).

Dans l'étude des origines de ces syndicalismes paysans les lacunes sont nombreuses et sur des points importants : les querelles entre les différents courants, la compétition pour les mêmes clientèles, la substitution d'une tendance par une autre, le déphasage entre les stratégies et l'action concrète, la distance entre les discours et la complexité du monde rural... Lacunes compréhensibles, au vu des carences documentaires, de la prégnance des versions «officielles», des difficultés d'accès aux témoignages oraux.

Classiste dans ses grandes lignes, le syndicalisme décrit va régner sur la scène rurale latinoaméricaine durant les décennies 40 et 50 et ce n'est qu'à l'occasion des premières réformes agraires (années 60), ou de la possibilité de telles réformes, que d'autres orientations apparaissent, se disputant alors les clientèles paysannes, principalement les couches négligées par la syndicalisation. Les coopératives prendront une place importante dans les efforts d'encadrement rural.

Vers la fin des années 50, en effet, apparaît dans certains pays une activité politique visant à contrecarrer l'influence du mouvement paysan existant, qualifié génériquement de «communiste». A sa source on trouve l'Église catholique, parfois très conservatrice, mais parfois marquée par un social-catholicisme qui alimente ensuite une démocratie-

chrétienne dont la longue marche vers le pouvoir s'appuie surtout sur des secteurs moyens. Des latifundiaires modernisateurs prêteront, eux aussi, leur appui à de telles mouvances.

Refusant l'action exclusivement politico-revendicative, ce syndicalisme paysan s'oriente surtout dans le sens de l'amélioration de la vie paysanne et des conditions de la production agricole, si bien que pour la première fois des thèmes tels que la formation agricole, l'assistance technique, les services aux ruraux, méritent l'attention d'agents extérieurs au monde rural. L'évolution des mouvements de cette obédience varie selon les pays : au Chili ils alimentèrent le syndicalisme paysan de la démocratie chrétienne au pouvoir ; dans le Brésil des années 60 ils furent brisés par la répression militaire ; ailleurs ils se tournèrent vers le marxisme. Au Guatemala et au Salvador ils sont incontestablement à la base de la participation du paysannat à la guerre révolutionnaire (Le Bot 1982, Cabarrus 1983, Hernandez Ixcoy 1984). Dans d'autres pays et à des échelles plutôt modestes, l'activité politique d'orientation chrétienne a une certaine présence sous la forme de « communautés ecclésiales de base » dont les perspectives ne sont pas toujours les mêmes (« théologie de la libération » ou simple « développement communautaire », par exemple).

Dans les années 60, l'État se présente comme l'agent modernisateur par excellence, s'engageant dans la transformation des structures agraires et animant la mobilisation paysanne indispensable pour battre en brèche les vieilles fractions latifundiaires. Indépendamment des différences provenant des régimes politiques (Chili de Frei, Vénézuéla de l'Action Démocratique, Bolivie du MNR, Pérou des militaires velazquistes), dans ces opérations organisationnelles de grande envergure dominent les traits communs : l'ampleur nationale du mouvement, la priorité au coopérativisme, l'importance des moyens financiers, matériels et en personnel, enfin la vocation « officielle » des organisations qui en résultent. L'évolution de cet officialisme paysan est inégale et pleine de sinuosités. Nous nous référerons ici, à titre d'illustration, aux cas bolivien et vénézuélien, très éloignés l'un de l'autre.

Le syndicalisme paysan bolivien, œuvre de longue haleine du MNR (Parrenin, 1982), devient à partir de l'installation de ce parti au gouvernement (1952/1953) un engrenage essentiel de l'État nationaliste révolutionnaire ; plus tard (fin des années 60) il est une pièce maîtresse du schéma politique des militaires pour une collaboration qui culmine dans le « Pacto militar-campesino » (Lavaud, 1981). Progressivement la déception gagne les organisations et le mouvement paysan plonge dans une crise structurelle profonde, empruntant à partir de là un long parcours, où la recherche de nouvelles orientations prend une place essentielle. Les années 80 sont marquées par l'ethnique, l'anti-étatique, la recherche de développements « alternatifs »...

Au Vénézuéla les choses se passent différemment. La vaste syndicali-



sation promue par l'Action Démocratique (second gouvernement de Betancourt) a été dans un premier temps secouée par de redoutables luttes internes entre les partisans d'un mouvement inféodé au gouvernement et une opposition qui prônait l'indépendance. Les épurations internes vont régler ces problèmes et l'organisation paysanne se réduira à un instrument officiel chargé simultanément de véhiculer les bénéfices accordés aux paysans et de collecter et surveiller les voix électorales du parti au pouvoir (Huizer, op. cit.). En évoquant cette insertion extraordinaire de la FCV (Fédération Paysanne du Venezuela) dans le système politique national il faut souligner le rôle décisif des pétro-dollars qui ont fait du Venezuela le seul pays andin à s'être débarrassé, pour ainsi dire, de la question paysanne.

### ***HÉTÉROGÈNEITÉ SOCIALE ET DIVERSITÉ ORGANISATIONNELLE***

A partir des années 60 une diversité très grande de groupes paysans est touchée par la modernisation organisationnelle : sous le chapeau de confédérations, centrales paysannes ou fédérations coexistent une multitude d'organisations de base de composition hétéroclite : syndicats d'ouvriers agricoles, comités, ligues ou associations d'occupants précaires, coopératives ou associations d'agriculteurs minifundistes, comités de chômeurs ruraux, groupements de bénéficiaires de la réforme agraire (actuels ou potentiels), communautés indigènes, etc. Quand on pense que cet univers hétérogène est voué à n'obéir qu'aux instances nationales, rarement régionales, très soucieuses de diriger et de discipliner le « mouvement paysan », on peut facilement imaginer les difficultés de gestion auxquelles sont confrontées les structures à différents échelons : bureaucratisation, autoritarisme, efficacité et dynamisme très inégaux, désinformation... La logique de la « croissance » à tout prix des organisations ne suffit pas à assurer la convergence des intérêts. En ce sens l'expérience des travailleurs des grands domaines traditionnels constitue une illustration aussi significative que celle des paysans des communautés indigènes.

Dans les relations de travail propres aux premiers il y a eu coexistence de relations salariales pures, de statuts transitoires et de formes diverses d'asservissement liées à l'extraction de la rente/travail. Or, on connaît peu d'exemples d'organisations ayant réussi à trouver un consensus et à neutraliser les tendances à la confrontation d'intérêts contradictoires. Les exemples du syndicalisme agraire de la côte péruvienne (Mejia et Diaz, 1975) confronté aux contradictions salariés agricoles / formes diverses de « yanacozgo », et du syndicalisme paysan du Chili central (salarial / « inquilinaje » / formes variées de fermage) ne sont pas les seuls, à mettre en relief les difficultés d'une telle cohabitation et ses manifestations négatives : neutralisation de l'activité régulière, fragilité des luttes, éventuellement crise organisationnelle. Excellent exemple de

situation limite : l'ANUC colombienne (Gros, 1982).

En ce qui concerne les communautés indigènes, le syndicalisme agraire avait adopté deux comportements : ou bien, à cause de la complexité des problèmes, elles avaient été laissées à l'écart du mouvement général (Sierra équatorienne), ou bien, elles avaient fait l'objet d'une simplification à l'extrême de la réalité afin de mieux parachuter une organisation syndicale toute faite. Les résultats ne pouvaient être que médiocres, voire nuls, et les agents extérieurs n'ont réussi ni à greffer des structures modernes au sein des anciennes ni à les substituer.

Partout donc, la démarche organisationnelle moderne a eu tendance à sous-estimer les complexités et les différenciations socio-culturelles en privilégiant un encadrement standard, à fort contenu homogénéisant.

### *L'IDÉOLOGIE : INSTRUMENT DE DOMINATION POLITIQUE*

Il n'est pas question de nier le rôle qu'ont pu jouer les formes modernes d'encadrement dans la défense ponctuelle des intérêts des couches les plus diverses, ainsi que leur contribution à la modification, parfois profonde, des structures rurales traditionnelles, mais en revanche la manière dont les organisations ont traité ou répondu à ce qu'il conviendrait d'appeler les « intérêts stratégiques » du paysannat est moins évidente. Dans cette optique, un premier constat s'impose : ce n'est que très récemment que les paysans démontrent une certaine capacité à produire eux-mêmes leur politique et leurs stratégies. Jusqu'ici la norme était la soumission des mouvements paysans aux stratégies politiques des couches modernisatrices, progressistes ou révolutionnaires d'origine urbaine, ce qui les plaçait à la traîne des projets d'une bourgeoisie montante ou d'une petite bourgeoisie en pleine mobilité sociale et elle aussi en quête du pouvoir, ou encore à la traîne d'un prolétariat industriel, lui-même sous la dépendance idéologique de ces deux autres couches.

Il n'est donc pas étonnant que l'idéologie du « mouvement paysan » corresponde en grande partie aux représentations des idéologues de la société urbaine quant à la place des paysans dans la société, à leurs intérêts, à leurs sentiments et même à leurs utopies. Cette « vision urbaine » du monde paysan qu'elle répond à la plus stricte orthodoxie de classe ou à un populisme progressiste n'a pas échappé aux simplifications.

Seconde constatation : la place du mouvement paysan dans le jeu politique global tout comme les limites de son action vont être déterminées par les convenances de la politique urbaine. Ses rythmes, ses modalités et son dénouement seront adaptés aux exigences de la conjoncture politique nationale dans le contexte de la lutte pour le pouvoir, et de l'intensité de la mobilisation dépendra une bonne négociation. Le mouvement paysan apparaît ainsi comme objet de transaction politique, disons plutôt crûment, comme objet de manipulation. Dans ce sens les pratiques et les méthodes de lutte dans les stratégies modernes ne seraient autre chose que des « démonstrations ou des moyens de pres-

sion afin d'entrer en relation avec les autorités» (Hobsbawn, 1977).

Le cas du Chili n'est certainement pas le seul, mais il est difficile de trouver un exemple plus achevé d'un mouvement faisant figure de «branche d'appui» de la politique urbaine. Dans les années 40, en effet, les forces populaires urbaines sacrifièrent la paysannerie en l'excluant du jeu politique national dans le but de rendre viables leurs propres aspirations politiques (constitution du gouvernement de Front Populaire). La paysannerie fût ensuite mobilisée massivement dans le cadre du jeu électoral de la Démocratie Chrétienne et celle-ci, bien avant le terme de son gouvernement, allait s'en détourner pour privilégier d'autres alliés politiques ; le mouvement paysan fut récupéré alors par l'Unité Populaire qui, en fonction d'une stratégie urbaine visant à conserver le pouvoir et s'appuyant sur les forces urbano-industrielles le livra en 1973 à son propre sort et à ses seules ressources. Dans cette conjoncture la transaction politique n'était plus possible... Lorsque la transaction n'est plus possible parce que l'on a trop voulu forcer les choses et que l'insurrection, elle ne l'est plus non plus, advient le démantèlement des organisations. Les paysans de la vallée de la Convention (Hugo Blanco) ainsi que ceux des Ligues Paysannes du Brésil (Juliao), en ont fait eux aussi l'expérience.

#### *STRUCTURES CENTRALISÉES ET VERTICALISME DÉCISIONNEL*

Les organisations du mouvement paysan reflètent habituellement le style de fonctionnement, les structures et les méthodes de travail des appareils politico-syndicaux dont elles dépendent. Nous n'aborderons ici que deux de ces aspects qui méritent d'être traités en priorité : la logique centralisatrice et les limites des pratiques démocratiques.

Les mouvements paysans sont pris dans une logique de centralisation quel que soit le biais utilisé pour le renforcement de l'organisation : l'implantation «par le haut» n'est pas en contradiction avec une méthode de «captation / assimilation».

Dans la première démarche l'espace rural a été rapidement couvert (Vénézuéla de l'Action Démocratique, Chili de la Démocratie Chrétienne) et la population très vite encadrée dans des organismes de base dépendants d'instances intermédiaires et d'organes de décision nationaux étroitement liés au pouvoir.

Le cheminement inverse correspond presque toujours aux organisations qui se sont développées dans l'opposition au système : le début est local, reposant généralement sur certains «contacts», par exemple l'émergence d'un leader «naturel» ; de la cellule de base on passe à l'échelon supérieur et ainsi de suite... jusqu'à la conformation d'un appareil soigneusement échelonné culminant dans le bureau national. A partir de ce moment tout travail à la base est capté et encadré, le local devenant de plus en plus tributaire des organes supérieurs et des décisions centrales.

De là à la «verticalisation» dans la prise de décisions il n'y a, effectivement, qu'un pas : les dirigeants paysans de base et des échelons intermédiaires sont rapidement récupérés dans la gestion des appareils, transformés en simples courroies de transmission des instances nationales et, en définitive, en agents efficaces des politiques des partis urbains. Cette dépaysement et cette bureaucratisation allant jusqu'à la fonctionnarisation ont été bien observées s'agissant du déroulement de la «participation» paysanne dans le cadre des réformes agraires.

Dans les conditions décrites, le jeu démocratique ne peut être que la première victime : l'ordre autoritaire tend à s'imposer inexorablement. En ce qui concerne les relations de la gauche latinoaméricaine avec le paysannat indigène, C. Gros (1982/83) a bien montré la tendance des appareils à imposer une conception verticale de la démocratie, fruit, à ses yeux, d'une véritable «fascination» des esprits par le centralisme «démocratique» léniniste.

La priorité donnée à la lutte politique et l'habitude de tout ramener à une seule revendication fondamentale (terre / réforme agraire) font que les organisations de base mènent fréquemment une vie plus que routinière, dans cette expectative, négligeant très souvent les problèmes immédiats de la vie des paysans. Tout cela, ajouté à une négligence souvent suspecte dans l'exercice de la démocratie au sein des organisations, a maintenu longtemps les bases paysannes inaptes à produire des stratégies adaptées aux conditions locales et régionales concrètes et à maîtriser leur articulation à l'ensemble de la société.

Quoi qu'il en soit, la dimension locale reste le terrain de prédilection pour l'analyse de cette problématique : c'est là que s'entremêlent les anciennes et les nouvelles structures sociales et de pouvoir ; c'est là que prend place le changement des rôles ; c'est là enfin que l'on peut discerner plus précisément l'emprise des partis politiques, mobilisant les cadres locaux, catalysant l'activité paysanne et modifiant l'échelle des conflits.

### *CRISE ET TENDANCE A L'AUTONOMIE POLITIQUE*

En trente ans, des changements importants ont affecté les campagnes, modifiant considérablement la problématique agraire, donnant lieu à des nouveaux comportements paysans et, surtout, stimulant la capacité politique des bases paysannes. A tel point que le modèle organisationnel qui nous a occupés ici — idéal comme tout modèle — ne pouvait qu'entrer en crise et se décomposer ; chose déjà bien avancée dans les années 80.

Deux circonstances essentielles sont, à notre avis, à la base de l'ouverture dans cette période troublée :

1. Dans les moments d'intense conflit social lié à la mobilisation politique pour la réforme agraire ou pour le développement rural, les pay-

sanneries radicalisées sont allées au-delà des limites admises par l'enca-drement politique urbain, de telle façon que la relation appareils / bases paysannes s'est brisée.

2. La crise économique s'ajoutant aux dictatures militaires a, dans plu-sieurs pays, obligé au repli les agents extérieurs paralysés par le manque de moyens ou par la répression, délaissant leur rôle habituel de liaison entre partis politiques et groupes paysans. La gravité de la dépendance des organisations paysannes à l'égard des pôles de décision urbains est ainsi dramatiquement mise en lumière : les paysans se sont vus livrés à leurs propres forces.

Plus particulièrement dans l'aire andine, de longue tradition syndicale et où les réformes agraires ont été menées parfois jusqu'aux limites envi-sageables (Pérou, Bolivie, notamment), le désarroi du mouvement pay-san est très grand. Mais dans cette crise on discerne aussi des signes de renouveau, l'émergence de courants novateurs, de nouveaux enjeux organisationnels.

Pour les bases paysannes, si le bilan est contradictoire quant aux bénéfices tangibles, il est nettement positif quant à l'expérience politi-que et à la formation de leaders autochtones. Une nouvelle période s'ouvre incontestablement pour l'activité politique dans les campagnes, période où la standardisation organisationnelle est contestée, où la mul-tiplicité d'organismes locaux et régionaux est la règle et où les enjeux sont à la fois stratégiques, idéologiques et méthodologiques.

L'ethnique, l'anti-étatique, le refus du centralisme « démocratique » et du paternalisme officiel, ainsi que le rejet d'un « desarrollismo » outran-cier, sont autant de signes de cette nouvelle conjoncture. L'hypothèse qui émerge des études françaises sur ces thèmes — auxquels les cher-cheurs sont particulièrement sensibles — est la généralisation de tels comportements dans les années à venir. Nous voici déjà dans un autre chapitre de l'histoire des paysanneries latinoaméricaines.

## BIBLIOGRAPHIE

Cabarrus, Carlos R., 1983. *Génesis de una Revolución. Analisis del surgimiento y desarrollo de la organizacion campesina en el Salvador*. Ediciones Casa Chata, Mexico.

Gros, Christian, 1982. « Une organisation indienne en lutte pour la terre : le Conseil Régional Indigène du Cauca ». *Indianité, Ethnocide, Indigénisme en Amérique Latine*. Éditions du CNRS.

Gros, Christian, 1982-1983. « Parti de gauche, idéologie nationale et mouvements indiens en Amérique Latine : quelques réflexions. *Pluriel*, numéros 32-33.

Gros, Christian, 1981. « Guérillas et mouvements indiens paysans dans les années 60. » *Cahiers des Amériques Latines, numéro 23*.

Hernandez Ixcocoy, Domingo, 1984. « Guatemala, las raíces de una realidad practica ». *Civilización*, numéro 2, septembre, Mexico.

Hobsbawn, E.J., 1977. « Ocupaciones campesinas de tierras en el Péru », *Analisis* numéro 2-3, Lima.

- Huizer, Gerrit, 1974. *El potencial revolucionario del campesinado en América Latina, Siglo XXI*, segunda edición. Mexico.
- Lavaud, Jean-Pierre, 1981. «Les paysans boliviens contre l'État : du refus de l'impôt unique à l'opposition aux «décrets de la faim» (1968-74)», *Cahiers des Amériques Latines*, numéro 23.
- Le Bot, Yvon, 1977. «Le pouvoir de l'Église en pays Quiché», *Caravelle*, numéro 28.
- Le Bot, Yvon, 1982. «L'enjeu guatémaltèque», *Hérodote*, numéro 27, novembre-décembre.
- Le Bot, Yvon, 1982. «Étrangers dans notre pays : le mouvement indien en Bolivie dans les années soixante-dix», *Indianité, ethnocide, indigénisme en Amérique Latine*, Éditions du CNRS.
- Mercier-Vega, Louis, 1978. *La révolution par l'État. Une nouvelle classe dirigeante en Amérique Latine*. Payot.
- Mejia, J.M. et Diaz, Rosa, 1975. *Sindicalismo y reforma agraria en el valle de Chancay*. IEP, Lima.
- Parrenin, Georges, 1982. *Les mouvements sociaux paysans-indiens et le système politique dans la société bolivienne. 1936-1953 (cas de la vallée de Cochabamba)*. Doctorat de 3ème cycle, E.H.E.S.S.
- Santana, Roberto, 1980. *Paysans dominés. Lutte sociale dans les campagnes chiliennes (1920-1970)*. Éditions du CNRS.
- Santana, Roberto, 1982. «En la sierra del Ecuador : reivindicaciones étnicas y agrarias. El caso de un movimiento indígena», *Indianité, Ethnocide, Indigénisme en Amérique Latine*, Éditions du CNRS.
- Santana, Roberto, 1979. «L'Alliance Populaire Révolutionnaire (APRA) et la réduction de l'indigène au paysan au Pérou». ASEMI, X, 1, Paris.
- Wolf, Éric, 1974. *Les guerres paysannes du vingtième siècle*. Maspero.

## RÉSUMÉ

Roberto Santana : «Paysanneries et politique : La question de l'organisation».

Réflexion à partir des travaux d'Éric Wolf sur les paysanneries d'Amérique latine.

En trente ans des changements importants ont modifié la problématique agraire, donnant lieu à des nouveaux comportements paysans et surtout stimulant la capacité politique des bases paysannes.

Le modèle organisationnel mis en place, ne pouvait que se décomposer. Mais le refus du centralisme démocratique, du «paternalisme officiel» ainsi que le rejet d'un «desarrollismo» outrancier sont le manifeste de comportements nouveaux qui ne peuvent que «faire tache d'huile» dans les années à venir.

Roberto Santana : «Campesinato y politica : La cuestion de la organizacion».

Reflexion acerca de los trabajos de Éric Wolf sobre el campesinato de America latina.

En el transcurso de 30 anos, cambios importantes modificaron la problematica agraria revelando nuevos comportamientos campesinos y sobretodo estimulando la capacidad politica de las bases campesinas.

El modo de organizacion establecido no podia tener otro fin que descomponerse. Pero el rechazo del centralismo democratico, del «paternalismo oficial» asi como el de un «desarrollismo» desmedido, aparecen como manifestaciones de nuevos comportamientos, los que sin duda se extenderan como mancha de aceite en los anos venideros.

Roberto Santana : «The farming classes and politics : The question of organisation».

Éric Wolf's works are the starting point for a study on Latin American farming classes.

In thirty years, important changes have modified the agrarian problem and have facilitated new peasant-behaviour and stimulated peasants political capacity.

The organisational model, which was set up had no alternative but to decompose. However, the refusal of democratic centralism, official paternalism, as well as the rejection of an extremist «desarrollismo» are the clear manifestation of new behaviour which can only extend during the next years.

Roberto Santana : «Campesinato e politica a questao da organizacao».

Reflexao à partir dos trabalhos de Éric Wolf sobre o campesinato da América Latina.

Em trinta anos, importantes transformações modificaram a problematica agraria provocando novos comportamentos no campesinato e, sobretudo, estimulando a capacidade politica das bases camponesas.

O modelo de organizacao instalado nao podia senao se decompor. Mas a recusa do centralismo democratico, do «paternalismo oficial», assim como de um «desenvolvimentismo» extremado, sao manifestações de comportamentos novos que, seguramente, deverao se propagar nos proximos anos.

# DOSSIER

Coordonné par Jean-Revel Mouroz et Yvon Le Bot

«**POUVOIRS ET TERRITOIRES EN AMÉRIQUE LATINE**»

PRÉSENTATION

*par Jean Revel-Mouroz*

BOURGEOISIES LOCALES, POUVOIR ET ESPACE  
EN AMÉRIQUE LATINE

*par Noëlle Demyck*

LUTTES INDIENNES ET PRATIQUES  
AUTOGESTIONNAIRES AU PÉROU, EN COLOMBIE  
ET EN ÉQUATEUR

*par Christian Gros*

POUVOIR SYNDICAL  
DANS UNE ENCLAVE INDUSTRIELLE  
LE CAS DE MONCLOVA (COAHUILA) MEXIQUE

*par Gilles Fourt*

MODERNISATION ET POUVOIR LOCAL AU BRÉSIL

*par Martine Droulers, Ana-Maria Galano,  
Hélène Rivière d'Arc, Hervé Théry*

LUTTES ET RÉSISTANCES  
PROBLÉMATIQUE, AIRES ET PÉRIODES

*par Yvon Le Bot*

POUVOIR ET CONTRE-POUVOIR DANS L'ISTHME  
DE TEHUANTEPEC (MEXIQUE)

*par Hélène Rivière d'Arc, Marie France Prévôt-Schapira*